

**Rwanda - Réponse de Mme  
Florence Parly, ministre des armées,  
à une question au gouvernement à  
l'Assemblée nationale  
(Paris, 05 juin 2018)**

Monsieur le Député,

Vous avez raison : nous devons parler au Rwanda, quel qu'en soit le dirigeant. Il est nécessaire de parler à un pays dynamique qui, par ailleurs, exerce cette année la présidence de l'Union africaine.

La décision, responsable, du président de la République a permis de rétablir le dialogue, mais comme vous le dites également, certains tentent de réécrire l'histoire et tiennent des propos inacceptables, souvent vendeurs.

Je tiens à dire ici très clairement que je ne laisserai pas entacher l'honneur de nos armées et que je serai toujours là pour le défendre.

Concernant l'ouverture des archives, je salue la décision du président de la République, qui a affirmé que toutes les archives devaient être concernées, pas seulement celles des armées, lesquelles ont systématiquement donné suite aux demandes de déclassification qui leur ont été adressées. Il n'y a donc aucune raison d'avoir peur, car c'est la déclassification qui permettra aussi d'apaiser les fantasmes et de mettre un terme à d'insupportables suspicions.

C'est aussi ce que permettra la seconde annonce du président de la République : réunir les conditions pour un travail d'étude et de mémoire. Il faut dépassionner l'histoire pour pouvoir l'étudier et se forger une opinion éclairée. Nos enfants doivent savoir ce que la France a fait au Rwanda, ce que nos militaires y ont fait. Nous sommes toujours aux côtés de ceux qui ont combattu pour la France et nous y serons jusqu'au bout, jusqu'à ce que la vérité ait été faite, et c'est tout ce que désirent nos armées./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)